

En Grèce comme en France avec les retraites, les marchés financiers veulent s'emparer des biens publics à fin de profits. La crise grecque actuelle est le dernier épisode en date de la crise financière mondiale. Les spéculateurs n'attaquent plus une monnaie, ils attaquent un État, avant le prochain épisode, qui s'appellera Portugal, Irlande, Espagne. Et à quand le tour de la France ? A l'Assemblée nationale, seul le groupe communiste a voté contre le plan européen. Jean-Pierre Brard en a présenté les raisons en faisant le lien avec les attaques du gouvernement français notamment sur les retraites.

C'est la crise d'un système à bout de souffle !

Sauver la Grèce, disent-ils? Non, sauver les créanciers de la Grèce sans qu'ils n'aient à contribuer au financement de leurs propres turpitudes. Leurs noms : Société générale, Crédit agricole, BNP, Deutsche Bank, Hypobank, Crédit suisse. Et il y en a dont on ne parle pas : ce sont les fabricants d'armes allemands et français, qui ont des créances très importantes.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC

Le 5 mai sera une journée de mobilisation et de grève générale en Grèce contre le plan d'austérité draconien imposé par l'Union européenne et par le FMI.

Il faut répondre positivement et vite à la demande de solidarité des mouvements grecs qui organisent cette journée du 5 mai. Nous sommes tous concernés.

Le PCF exprime son accord avec les propositions formulées par ATTAC d'une conférence de presse le 4 mai et d'une initiative publique le 5 mai rassemblant le maximum d'organisations politiques, syndicales et associatives. Cette action devrait, selon nous être tournée en direction des instances politiques de l'Union Européenne et de ses Etats, responsables des politiques mises en place.

Le gouvernement français et l'Europe ont laissé se développer un sentiment de panique, renforcé par l'utilisation d'un jargon incompréhensible du commun des mortels : des credits default swaps, aux ventes à découvert, en passant par le rôle des agences de notation, des montages financiers complexes aux défaillances structurelles de la zone euro, ils ont tenté encore une fois d'enfumer les esprits pour pouvoir expliquer que les gouvernements contrôlent la situation et qu'il suffit de leur faire confiance.

En fait, la complexité de la situation sert à occulter le fait que ces crises économiques ne sont pas si difficiles à comprendre lorsqu'on se demande qui en profite, et qui en paie la note.

Faire payer les peuples ?

En ce qui concerne la crise financière internationale, tout le monde a compris aujourd'hui que les pratiques spéculatives des banques et le système du casino financier mondial ont très largement contribué à précipiter les économies réelles dans la récession. Ceux qui s'étaient engraisés pendant des années en spéculant sur les dettes immobilières des particuliers – les fameuses subprimes – ont pu renouer très rapidement avec ces bénéfices, grâce à l'intervention de l'argent public.

Mais ceux qui n'étaient pas responsables de la crise, les peuples continuent aujourd'hui d'en payer la facture : pour notre seul pays, plus de 600 000 emplois ont été détruits, et le plan de relance – rendu nécessaire par l'irresponsabilité des banques, ou leur cupidité – est la cause principale d'un déficit record d'environ 150 milliards d'euros pour 2010.

Lors de la crise financière, la France n'a pas hésité à mettre sur la table près de 350 milliards d'euros pour sauver les banques de la faillite ; et au niveau européen, c'était 3 600 milliards d'euros ! Aujourd'hui, la France dit qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites hors de la poche des salariés et les pays de l'Union européenne consentent à prêter la bagatelle de 30 milliards d'euros à 5% alors qu'ils ont emprunté cet argent à 2%. L'aide à la Grèce rapportera 160 millions d'euros à la France, environ 240 millions à l'Allemagne, et près de 700 millions d'euros à l'ensemble des pays prêteurs. De la solidarité, ça ? Non ! C'est de l'usure au petit pied !

Marie-George Buffet accuse la Banque centrale européenne de ne pas jouer son rôle en refusant d'aider les Etats alors qu'elle prête aux banques. Elle déclare : « Il faut changer d'orientation en Europe sinon on court vers la catastrophe et vers une implosion de l'Europe »

Qui, à part les banques et les États, profitera du « plan d'aide » ?

Les Grecs certainement pas ! En imposant au peuple grec un plan d'austérité comme on n'en a jamais vu, en démantelant la fonction et les services publics, en détruisant le système de sécurité sociale et les retraites et en vidant le droit du travail de sa substance, les secteurs potentiellement lucratifs – la santé, l'éducation, la culture – sont livrés aux appétits des grands groupes privés. Et c'est au même sort qu'on veut livrer les retraites . **On comprend ainsi mieux la hâte de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement à conduire leur réforme des retraites en France. La réforme est dans les cartons, elle est ce que demandent les marchés. Le pouvoir veut leur livrer l'un des piliers majeurs de notre modèle social.**

Il y a des alternatives

Le peuple grec et la Grèce ont besoin de mesures inspirées d'une toute autre logique, favorisant les coopérations, l'emploi, le pouvoir d'achat et répondant aux besoins sociaux.

Pour toute l'Europe, il est plus nécessaire que jamais de combattre la stratégie de Lisbonne, le pacte de stabilité et les règles de la BCE. Il en va de même pour toutes ces politiques européennes qui convergent dans leur volonté d'imposer aux peuples l'austérité et la régression au seul bénéfice des acteurs spéculatifs à la recherche des profits maximum.

Il est urgent de rassembler et de lutter pour de véritables politiques européennes de coopération budgétaire et fiscale au service d'objectifs sociaux, écologiques et pour le développement de l'emploi ; urgent d'imposer un contrôle strict et des taxations significatives des mouvements financiers ; urgent de mettre à contribution les revenus des acteurs financiers et des grands actionnaires dans le cadre de la création de pôles bancaires publics coopérant à l'échelle européenne ; urgent de transformer profondément la BCE pour qu'elle devienne un outil au service des Etats de l'Union et de leurs peuples.

Le monde du progrès se rassemble en France sur les retraites avec les syndicats, la gauche, les intellectuels et les citoyens. Il doit le faire en Europe aussi, pour résister et imposer d'autres logiques.

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

☐ Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français ☐ Je décide d'être membre du Parti communiste français

☐ Je verse ____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____ Courrier électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - W : www.pcf.fr